



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/18  
17 mars 2010

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Soixantième réunion  
Montréal, 12 - 15 avril 2010

**PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUE POUR L'ANNÉE 2010**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUE demande au Comité exécutif d'approuver la somme de 3 159 900 \$US, plus les coûts d'appui de 384 787 \$US, pour son programme de travail de 2010. Une part de 1 307 800 \$US de cette somme est destinée à dix pays dont les activités du programme pluriannuel sont examinées en tant que projets individuels. Le programme de travail est joint au présent document.

2. Les activités proposées dans le programme de travail du PNUE sont présentées dans le tableau 1, ci-dessous.

Tableau 1 : Programme de travail du PNUE

Pays	Activité/projet	Somme demandée (\$US)	Somme recommandée (\$US)
<b>SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GÉNÉRALE</b>			
<b>A1. Renouvellement des projets de renforcement des institutions :</b>			
Bahreïn	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (Phase VI)	52 500	52 500
Grenade	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (Phase III)	52 500	52 500
Mongolie	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (Phase VI)	42 500	42 500
Total partiel de la section A1 :		147 500	147 500
<b>A2. Préparation de projet des plans de gestion de l'élimination des HCFC :</b>			
Iraq	Préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC	100 000	100 000
Total partiel de la section A2 :		100 000	100 000
<b>A3. Préparation de projet</b>			
Régional	Amorce d'une coopération régionale pour l'application de la réglementation du commerce des SAO dans les pays d'Europe et d'Asie centrale (deuxième tranche)	27 500	27 500
Total partiel de la section A3 :		27 500	27 500
<b>SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL</b>			
<b>B1. Renouvellement des projets de renforcement des institutions :</b>			
Nauru	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (Phase III)	52 500	52 500*
Total partiel de la section B1 :		52 500	52 500*
<b>B2 : Projets régionaux et mondiaux :</b>			
Régional (Asie occidentale)	Création d'un service d'assistance pour le bromure de méthyle/dattes	350 000	0*
Régional (Asie du Sud)	Réseau régional d'exécution afin d'améliorer la conformité au Protocole de Montréal et le soutien aux autres accords multilatéraux sur l'environnement comprenant des restrictions commerciales	330 000	165 000*
Régional (Asie du Sud)	Assistance technique aux Parties visés à l'article 5 pour la gestion de propositions d'utilisation essentielle (2010-2012)	150 000	0*
Régional (États insulaires du Pacifique)	Développement d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC fondé sur une approche régionale pour les pays insulaires du Pacifique	494 600	494 600*
Mondial	Étude technoéconomique sur les coûts-avantages de passer sans transition des solutions de rechange à potentiel élevé de réchauffement de la planète aux HFC et aux solutions à potentiel de réchauffement de la planète de faible à nul	200 000	0*
Total partiel de la section B2 :		1 524 600	659 600*

<b>SECTION C : PROJETS INDIVIDUELS</b>			
<b>C1. Projets pour approbation générale :</b>			
<b>a) Plans de gestion de l'élimination finale et autres tranches</b>			
République du Congo	Plan de gestion de l'élimination finale (2 <sup>e</sup> tranche)	42 000	[1]
Guinée	Plan de gestion de l'élimination finale (2 <sup>e</sup> tranche)	58 000	[2]
Guinée Bissau	Plan de gestion de l'élimination finale (2 <sup>e</sup> tranche)	37 500	[3]
Kirghizistan	Plan de gestion de l'élimination finale (3 <sup>e</sup> tranche)	25 300	[4]
Nicaragua	Plan de gestion de l'élimination finale des substances du groupe I de l'annexe A (2 <sup>e</sup> tranche)	70 000	[5]
Paraguay	Plan de gestion de l'élimination finale des substances du groupe I de l'annexe A (4 <sup>e</sup> tranche)	24 000	[6]
<b>b) Plans nationaux d'élimination</b>			
Yémen	Plans national d'élimination	140 000	[7]
Total partiel de la section C1 :		396 800	
<b>C2. Projets pour examen individuel</b>			
<b>a) Plan national d'élimination</b>			
Bangladesh	Plan national d'élimination des SAO (5 <sup>e</sup> , 6 <sup>e</sup> et 7 <sup>e</sup> tranches)	53 000	[8]
Chili	Projet national d'élimination du bromure de méthyle	73 000	[9]
<b>b) Plan de gestion de l'élimination des HCFC (nouveau)</b>			
Maldives	Préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC	785 000	[10]
Total partiel de la section C2 :		911,000	
Total partiel A, B et C		3 159 900	987 100
Coûts d'appui aux agences (nuls pour le renforcement des institutions et 13 pour cent pour les autres activités)		384 787	102 323
Total :		3 544 687	1 089 423
*Projet pour examen individuel ou en instance			
[1] Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/26		[6] Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/37	
[2] Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/29		[7] Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/43	
[3] Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/30		[8] Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/21	
[4] Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/32		[9] Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/23	
[5] Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/35		[10] Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/33	

## SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION RÉGIONALE

### A1. Renouvellement des projets de renforcement des institutions

- a) Bahreïn (phase VI) : 52 500 \$US
- b) Grenade (phase III) : 52 500 \$US
- c) Mongolie (phase VI) : 42 500 \$US

#### Description du projet

3. Le PNUE a présenté une demande de renouvellement des projets de renforcement des institutions pour les trois pays ci-dessus. La description des demandes pour ces pays est fournie à l'annexe I du présent document.

#### Observations du Secrétariat

4. Le Secrétariat du Fonds a examiné les rapports finaux et plans d'action sur le renforcement des institutions proposés par le PNUE au nom des pays ci-dessus en guise de documents justificatifs des

demandes de renouvellement et a déterminé que les rapports étaient en ordre et conformes aux exigences de ces projets.

5. Le Secrétariat a examiné des demandes de renforcement des institutions en tenant compte des décisions 57/36 b), 58/16 et 59/47, plus particulièrement cette dernière décision, dans laquelle le Comité exécutif a décidé « de prolonger le soutien financier pour le renforcement des institutions dans les pays visés à l'article 5 au-delà de 2010, plus particulièrement jusqu'en décembre 2011 ». L'appui financier demandé pour ces renouvellements de projets de renforcement des institutions a donc été calculé au prorata jusqu'en décembre 2011 seulement, conformément à ces décisions.

### **Recommandations du Secrétariat**

6. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions pour le Bahreïn, la Grenade et la Mongolie pour la somme calculée au prorata jusqu'en décembre 2011, précisée au tableau 1 du présent document. Le Comité exécutif pourrait souhaiter communiquer aux gouvernements de ces pays, les commentaires joints à l'annexe II au présent document.

### **A.2 : Préparation de projet de plans de gestion de l'élimination des HCFC**

Iraq : Plan de gestion de l'élimination des HCFC (100 000 \$US)

#### **Description du projet**

7. Le PNUE a présenté une demande de fonds supplémentaires de 100 000 \$US pour la préparation de projet pour l'Iraq, pays pour lequel les 55<sup>e</sup> et 59<sup>e</sup> réunions du Comité exécutif avaient accordé à l'ONUDI la somme de 95 000 \$US pour la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC. La consommation de HCFC en Iraq a été de 109 tonnes PAO, ce qui rend le pays admissible à recevoir une somme supplémentaire pour la préparation de projet pour le plan de gestion de l'élimination des HCFC en vertu de la décision 56/16.

#### **Observations du Secrétariat**

8. Le Secrétariat prend note que cette demande est conforme à la décision 56/16, en vertu de laquelle les pays sont admissibles à recevoir des fonds pour la préparation de leur plan de gestion de l'élimination des HCFC, selon les données officielles communiquées en vertu de l'article 7 pour l'année 2007. En ce qui concerne l'Iraq, bien que les données sur la consommation de HCFC pour l'année 2007 fassent état d'une consommation de HCFC-22 seulement, le PNUE a indiqué que plusieurs entreprises de fabrication de mousse au pays utilisent le HCFC-22, ce qui rend le pays admissible au soutien financier en vertu de la décision 56/16.

#### **Recommandation du Secrétariat**

9. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale de la demande d'appui financier supplémentaire pour la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC pour l'Iraq au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 ci-dessus.

### **A3. Préparation de projet**

Régional : Projet régional d'amorce d'une coopération régionale pour l'application de la réglementation du commerce des SAO dans les pays d'Europe et d'Asie centrale (deuxième tranche) 27 500 \$US

#### **Description du projet**

10. Ce projet est proposé par la République tchèque en tant que projet d'assistance bilatérale, et est donc examiné dans le cadre du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/8 sur la coopération bilatérale. Une partie des fonds du projet est incluse dans ce programme de travail, pour le volet relevant du PNUE.

#### **Recommandation du Secrétariat**

11. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation de la deuxième et dernière tranche du projet d'assistance régionale pour l'amorce d'une coopération régionale pour l'application de la réglementation du commerce dans les pays du réseau de la Commission économique pour l'Afrique pour la somme de 27 500 \$US, plus les coûts d'appui, comme indiqué dans le tableau 1 du présent document, étant entendu qu'aucune autre somme ne sera accordée pour ce réseau d'application régional et que les activités visant à assurer la surveillance des SAO dans la région devraient être intégrées au réseau d'Europe et d'Asie centrale financé dans le cadre du Programme d'aide à la conformité.

## **SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL**

### **B1. Renouvellement des projets de renforcement des institutions**

- a) Nauru (phase III) : 52 500 \$US

#### **Description du projet**

12. Le PNUE a présenté une demande pour le renouvellement du projet de renforcement des institutions à Nauru. La description de cette demande pour Nauru est présentée à l'annexe I du présent document.

#### **Observations du Secrétariat**

13. Le Secrétariat du Fonds a examiné le rapport final et plan d'action de renforcement des institutions présenté par le PNUE au nom de Nauru joint en tant que document justificatif à la demande de renouvellement et a déterminé que le rapport est en ordre et conforme aux exigences pour ces projets. Le Secrétariat a examiné cette demande de renforcement des institutions en tenant compte des décisions 57/36 b), 58/16 et 59/47, plus particulièrement cette dernière décision, dans laquelle le Comité exécutif a décidé « de prolonger le soutien financier pour le renforcement des institutions dans les pays visés à l'article 5 au-delà de 2010, plus particulièrement jusqu'en décembre 2011 ». L'appui financier demandé pour ces renouvellements de projets de renforcement des institutions a donc été calculé au prorata jusqu'en décembre 2011 seulement, conformément à ces décisions.

14. Le Secrétariat a aussi pris note que Nauru n'a pas encore communiqué ses données sur la mise en œuvre du programme de pays pour l'année 2008, dues le 1<sup>er</sup> mai 2009. La décision 52/5 f) précise que « les données sur la mise en œuvre du programme de pays doivent être présentées avant la dernière réunion de l'année et les réunions subséquentes comme condition préalable à l'approbation et au décaissement des fonds pour ces projets. » Compte tenu de l'absence des données relatives au programme

de pays pour Nauru, la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions est confiée au Comité exécutif pour examen individuel.

### **Recommandation du Secrétariat**

15. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner cette demande à la lumière de la décision 52/5 f) et approuver le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour Nauru, sous réserve de la réception, par le Fonds multilatéral, des données sur la mise en œuvre du programme de pays de Nauru pour l'année 2008 dans les meilleurs délais et avant le 1<sup>er</sup> mai 2010. Après avoir approuvé la demande, le Comité exécutif pourrait souhaiter communiquer au gouvernement de Nauru les commentaires joints à l'annexe II au présent document.

### **B2. Projets régionaux et mondiaux**

#### Projet régional pour la création d'un service d'assistance pour le bromure de méthyle/dattes 350 000 \$US

##### **Description du projet**

16. Le PNUE a présenté une demande pour la création d'un service d'assistance régional pour la somme de 350 000 \$US, afin de prêter assistance aux pays d'Asie occidentale qui utilisent encore le bromure de méthyle pour la production de dattes. La proposition révèle que ce projet a pour but de créer un réseau mondial d'information sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle et d'aider l'industrie des dattes, afin que celle-ci réduise sa dépendance au bromure de méthyle et puisse se conformer aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal. Plusieurs activités sont prévues, dont la création d'une banque de données sur le bromure de méthyle, le développement de manuels de formation et la création d'un réseau virtuel. Les détails de la proposition sont fournis dans le programme de travail du PNUE joint au présent document.

##### **Observations du Secrétariat**

17. Le Secrétariat a pris note que ce projet est un nouveau projet figurant du plan d'activités du PNUE pour les années 2010-2012 proposé pour examen à la présente réunion. Pour cette raison, le Secrétariat a demandé au PNUE de reporter cette demande à une future réunion, jusqu'aux délibérations sur les plans d'activités, et aussi parce que ce projet n'est pas essentiel à la conformité. Le PNUE a fait connaître l'urgence de cette activité et a demandé qu'elle soit présentée au Comité exécutif pour examen.

18. Le Secrétariat a examiné cette proposition en tenant compte de la consommation de bromure de méthyle dans les pays d'Asie occidentale et de leur situation en matière de conformité, des projets approuvés traitant particulièrement des solutions de remplacement du bromure de méthyle pour les dattes et de l'information générale publiée par le Comité des choix techniques sur le bromure de méthyle du PNUE sur les solutions de remplacement pour les dattes à haut taux d'humidité. Dans son examen, le Secrétariat a pris note que tous les pays de la région dans laquelle ce projet sera mis en œuvre sont en conformité aux mesures de réglementation du bromure de méthyle et que la Réunion des Parties s'est déjà penchée sur la situation des pays producteurs de dattes. Il a aussi pris note que les projets portant sur les solutions de remplacement pour les dattes à haut taux d'humidité déjà approuvés par le Comité exécutif ont été retardés à cause du manque de solutions de remplacement. Le Secrétariat a également informé le PNUE que bien que le Comité des choix techniques sur le bromure de méthyle n'ait pas encore trouvé un seul produit de remplacement pour les dattes, son rapport contient de l'information sur les dattes à basse teneur en humidité que le Programme d'aide à la conformité peut distribuer sans frais supplémentaires, dans son rôle de centre d'échange d'information.

19. Le Secrétariat a aussi pris note que les activités proposées dans le projet peuvent être développées par le PNUE dans le cadre de ses activités de Programme d'aide à la conformité en rétablissant ses priorités et qu'elles ne peuvent donc pas être financées. Le PNUE a indiqué dans sa réponse que ce projet est urgent pour les pays producteurs de dattes dont l'industrie est menacée par l'élimination du bromure de méthyle, alors qu'il n'existe aucune solution de remplacement. Le PNUE a ajouté que le bureau du Programme d'aide à la conformité d'Asie occidentale a déjà aidé les pays de la région de son propre chef en utilisant les fonds du Programme d'aide à la conformité, et que ceux-ci ne suffisent pas pour répondre aux besoins de ces pays à cause des autres obligations relatives aux activités d'élimination des CFC et des HCFC. La priorité des activités ne peut donc pas être modifiée, pour ces raisons.

20. Le Secrétariat a réitéré que ce projet ne semble pas être une priorité en raison du grand nombre d'autres activités étroitement liées à la conformité que le PNUE doit entreprendre, surtout en ce qui concerne les HCFC, et a demandé au PNUE de retirer son projet.

### **Recommandation du Secrétariat**

21. À la lumière de l'information ci-dessous, le Comité exécutif pourrait envisager de ne pas approuver le projet de création d'un service d'assistance sur le bromure de méthyle/dattes et prier le PNUE de continuer à offrir de l'assistance aux pays d'Asie occidentale dans le cadre du Programme d'aide à la conformité.

Réseau régional d'exécution afin d'améliorer la conformité au Protocole de Montréal et le soutien aux autres accords multilatéraux sur l'environnement comprenant des restrictions commerciales (c.-à-d., conventions de Rotterdam, de Stockholm et de Bâle) 330 000 \$US

### **Description du projet**

22. Le PNUE demande un appui financier pour un réseau régional d'exécution afin d'améliorer la conformité au Protocole de Montréal et le soutien aux autres accords multilatéraux sur l'environnement comprenant des restrictions commerciales, dans la région de l'Asie, pour la somme de 330 000 \$US et une durée de 24 mois, coûts d'appui en sus. La 34<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif a accordé un soutien financier à un réseau régional d'application dans le but de promouvoir la coopération régionale dans 11 pays de la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique et améliorer la surveillance et la réglementation des importations des SAO, en faisant participer les agents de douane au travail de réseau. Dans sa décision 34/27, le Comité exécutif a approuvé le projet dans le cadre des activités de coopération bilatérale avec la Suède pour la somme de 250 000 \$US, étant entendu que ce projet recevrait un appui financier qu'à une seule occasion. La 39<sup>e</sup> réunion a approuvé le prolongement du projet assorti d'un appui financier de 200 000 \$US afin que les pays de l'Asie du Sud puissent participer à ce réseau du Bureau national de l'ozone/agents de douane.

23. La proposition actuelle englobe 25 pays membres du réseau de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est et Pacifique. La proposition prévoit plusieurs activités, dont des réunions annuelles des agents de douane et des agents de SAO, le développement d'une coopération transfrontière visant à restreindre le commerce illicite, le développement de fiches d'information et la promotion d'un processus de consentement préalable donné en connaissance de cause qu'appliquent les pays de la région. La proposition a comme objectif principal d'améliorer la coopération régionale entre les pays du Nord-Est, du Sud et du Sud-Est de l'Asie afin de resserrer le contrôle des mouvements transfrontières de SAO et d'assurer la conformité au Protocole de Montréal. Une description plus détaillée du projet est fournie dans le programme de travail du PNUE joint au présent document.

### **Observations du Secrétariat**

24. Le projet proposé fait partie du plan d'activités du PNUE à l'étude à la présente réunion. Le PNUE a présenté un projet régional d'application semblable à celui-ci pour cette région à la 51<sup>e</sup> réunion. Ce projet a toutefois été retiré avant la réunion car le financement du réseau a été reconduit par le gouvernement de la Suède. Le PNUE a indiqué que cette coopération est finalement devenue le réseau régional d'application des accords multilatéraux sur l'environnement. Le Secrétariat a demandé au PNUE de lui préciser si le réseau d'application actuel en activité dans la région reçoit toujours le soutien financier de la Suède. Le PNUE a confirmé que l'Agence suédoise de coopération au développement international (ASDI) fournit encore un soutien financier, mais que ces sommes sont utilisées pour la participation d'autres accords multilatéraux sur l'environnement. La somme demandée à cette réunion servirait uniquement à assurer la mise en œuvre des tâches relatives aux SAO, mais à titre de partie intégrante du réseau régional d'application des accords multilatéraux sur l'environnement et pour assurer la participation active des bureaux de douane nationaux et locaux à ses activités.

25. Le Secrétariat a pris note que bien que ce projet n'ait pas un lien direct avec la conformité, le maintien de ce réseau revêt une plus grande importance en cette période où la consommation de CFC deviendra nulle dans tous les pays visés à l'article 5 en 2010, ce qui augmente les risques de commerce illicite. Une surveillance et une coordination strictes entre les autorités douanières de ces pays deviennent donc essentielles.

26. Le Secrétariat se préoccupe également du coût initial proposé pour le réseau et a demandé au PNUE de travailler les éléments de coût proposés afin qu'ils correspondent à ceux des réseaux d'application semblables déjà approuvés par le Comité exécutif. En réponse à cette demande, le PNUE a présenté une proposition révisée dans laquelle la somme demandée et la durée du financement sont considérablement réduits. Le budget actuel ne porte que sur les coûts d'organiser les réunions, des activités transfrontières et de logistique. Le PNUE soutient toutefois que bien que le budget proposé ne porte que sur une période de deux ans, il souhaite que le projet ait une durée de trois ans.

### **Recommandation du Secrétariat**

27. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation du projet de réseau régional d'application afin d'améliorer la conformité au Protocole de Montréal et d'appuyer les accords multilatéraux sur l'environnement, pour un an seulement, pour la somme de 165 000 \$US, plus les coûts d'appui précisés au tableau 1 du présent document, étant entendu que :

- a) Ce projet est approuvé sous réserve des futures approbations de financement pour l'année restante proposées pour ce projet;
- b) Le PNUE préparera un rapport sur les résultats de la première année d'exploitation du réseau lors de la demande de financement pour la deuxième année.

Assistance technique aux Parties visés à l'article 5 pour la gestion de propositions d'utilisation essentielle (2010-2012) 150 000 \$US

### **Description du projet**

28. Le PNUE a présenté une demande d'assistance technique pour les pays visés à l'article 5 concernant la gestion de leurs propositions d'utilisation essentielle pour les inhalateurs à doseur à base de CFC pour la somme de 150 000 \$US. La proposition a pour objectifs de resserrer la gestion et la surveillance des propositions d'utilisation essentielle et de mettre sur pied un processus de détermination



des utilisations essentielles d'inhalateurs à doseur à base de CFC dans les pays importateurs. Ces objectifs seront réalisés au moyen d'activités de formation et d'une consultation d'un jour menée immédiatement après la réunion de réseau en Asie du Sud. Une description de l'activité proposée est jointe à la proposition de programme de travail du PNUE.

### Observations du Secrétariat

29. Le Secrétariat a de nouveau informé le PNUE que cette proposition n'est examinée qu'en tant qu'élément de son plan d'activités proposé à la présente réunion et que par conséquent, elle devrait être reportée à une future réunion. Le PNUE a toutefois indiqué qu'il s'agit d'une question importante qui nécessite une attention immédiate et a demandé qu'elle soit maintenue dans son programme de travail. Dans ses observations, le Secrétariat a rappelé au PNUE son rôle d'aider les pays à atteindre la conformité et a réitéré qu'il n'y a qu'une poignée de pays producteurs d'inhalateurs à doseur dans la région et que tous ces pays ont reçu une assistance financière pour la reconversion de leurs installations de production d'inhalateurs à doseur. Ils ont donc profité de ressources pour les aider à gérer et à assurer le suivi de leurs propositions d'utilisation essentielle approuvées afin qu'ils puissent continuer à fabriquer des inhalateurs à doseur à base de CFC. Il a aussi insisté qu'en ce qui concerne les pays importateurs d'inhalateurs à doseur à base de CFC, plusieurs de ceux-ci sont visés par un plan de gestion de l'élimination finale comportant une stratégie de transition des inhalateurs à doseur et que toute assistance supplémentaire serait redondante.

30. Le Secrétariat estime que le type d'assistance proposée par le PNUE peut être offert par les réseaux régionaux, qui reçoivent déjà un soutien financier du Programme d'aide à la conformité, sans coût supplémentaire pour le Fonds multilatéral.

### Recommandation du Secrétariat

31. À la lumière de l'information ci-dessus, le Comité exécutif pourrait souhaiter ne pas approuver la demande d'assistance technique aux pays visés à l'article 5 pour la gestion de leurs propositions d'utilisation essentielle et exhorter le PNUE de continuer à fournir une assistance à ces pays par l'entremise des réseaux régionaux recevant le soutien financier du Programme d'aide à la conformité.

Développement d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC fondé sur une approche régionale pour les pays insulaires du Pacifique 494 600 \$US

### Description du projet

32. Le PNUE a proposé de nouveau une demande de préparation de plan de gestion de l'élimination des HCFC pour 12 pays insulaires du Pacifique fondé sur une approche régionale, pour une somme totale de 494 600 \$US, conformément aux décisions 59/22 et 57/9 e). La consommation de HCFC dans ces pays est indiquée ci-dessous.

Pays	Consommation de HCFC en 2007	
	Tonnes PAO	Tonnes
Îles Cook	0	0,31
Kiribati	0,1	1,33
Îles Marshall	0,2	3,07
Micronésie	0	0,78
Nauru	0	0
Niue	0	0,35
Palau	0	0,31

Pays	Consommation de HCFC en 2007	
	Tonnes PAO	Tonnes
Samoa	0,2	3,16
Îles Salomon	0,9	16,94
Tonga	0	0,82
Tuvalu	0	0,63
Vanuatu	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1,4</b>	<b>27,7</b>

33. La proposition du PNUE comprend une description de l'approche régionale qui sera à l'étude pour la préparation de plans de gestion de l'élimination des HCFC pour les pays insulaires du Pacifique. Selon la proposition du PNUE, bien que la consommation de HCFC soit de faible à très faible, ces pays doivent quand même suivre le même processus de préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC que les pays dont la consommation est plus élevée. Ce processus comprend l'examen et le renforcement du programme de permis de SAO en vigueur servant à réglementer les HCFC, la mise sur pied d'un cadre institutionnel, la collecte de données, la consultation directe des parties prenantes nationales, la préparation et la mise au point du plan de gestion de l'élimination des HCFC et l'appui des autorités nationales.

34. Cette proposition révisée a subi un changement important, à savoir que les fonds demandés permettront à ces pays de respecter l'objectif de réduction de 35 pour cent de la consommation de HCFC de 2020 au lieu de ne respecter que les objectifs d'élimination de 2015, comme la proposition originale présentée à la 59<sup>e</sup> réunion. La proposition complète est comprise dans le programme de travail du PNUE joint au présent document.

### Observations du Secrétariat

35. Le Secrétariat a pris note que la somme demandée par le PNUE demeure supérieure aux 300 000 \$US que le Comité exécutif s'attend à accorder conformément à la décision 57/9. Il s'est aussi longuement entretenu avec le PNUE sur les choix proposés pour assurer le financement de la préparation de projet du plan de gestion de l'élimination des HCFC pour ces pays. Il y a eu entente à l'issue de ces délibérations à l'effet que la demande de soutien financier peut être présentée telle quelle au Comité exécutif, à condition que les plans de gestion de l'élimination des HCFC permettent d'atteindre l'objectif de réduction de 35 pour cent en vue de la conformité. Le Secrétariat a aussi rappelé au PNUE que le niveau de financement que recevront ces pays afin d'atteindre la conformité dans le secteur de l'entretien sera fondé sur les niveaux de financement convenus par le Comité exécutif à l'issue de ses délibérations sur les coûts de l'élimination des HCFC.

36. Le Secrétariat a demandé au PNUE de lui fournir des précisions sur la façon dont l'approche régionale sera appliquée dans les pays insulaires du Pacifique afin de mettre en œuvre les plans de gestion de l'élimination des HCFC. Le PNUE a répondu qu'il étudiera la question à fond avec les pays visés pendant la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC, notamment en examinant les différentes façons possibles d'organiser les ateliers régionaux de formation des formateurs et en déterminant si certaines activités d'application de la réglementation/politiques pourraient être mises en œuvre à l'échelle régionale. La plus grande préoccupation du PNUE à l'égard de l'application à l'échelle régionale porte sur les coûts, car il estime que l'application régionale risque de coûter plus cher aux pays insulaires du Pacifique. Le PNUE a aussi précisé que la méthode actuelle porte sur la proposition de plans de gestion de l'élimination des HCFC individuels pour les 12 pays et qu'il ne prévoit pas proposer d'approche régionale globale, mais qu'il demeure ouvert à cette possibilité, si cette approche s'avère nécessaire.

## Recommandation du Secrétariat

37. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation de cette proposition sur le développement de plans de gestion de l'élimination des HCFC fondé sur une approche régionale pour les pays insulaires du Pacifique, pour la somme de 494 600 \$US, plus les coûts d'appui indiqués dans le tableau 1 au présent document, étant entendu que :

- a) Les plans de gestion de l'élimination des HCFC destinés à ces pays contiendront des activités pour la réalisation de l'objectif de réduction de 35 pour cent de la consommation de HCFC d'ici 2020;
- b) Le PNUE continuera à se pencher sur les façons d'appliquer l'approche régionale pour la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC dans ces 12 pays.

Mondial : Étude technoéconomique sur les coûts-avantages de passer sans transition des solutions de rechange à potentiel élevé de réchauffement de la planète aux HFC et aux solutions à potentiel de réchauffement de la planète de faible à nul 200 000 \$US

## Description du projet

38. Le PNUE a présenté une proposition pour entreprendre une étude technoéconomique sur les coûts-avantages de passer sans transition des solutions de rechange à potentiel élevé de réchauffement de la planète aux HFC et aux solutions à potentiel de réchauffement de la planète de faible à nul pour la somme de 200 000 \$US. Le projet a pour but d'examiner l'orientation donnée à la décision XIX/6 de la dix-neuvième Réunion des Parties de se pencher sur les avantages environnementaux, y compris les changements climatiques, lors de l'élimination des HCFC. Le projet examinerait les avantages possibles de mesures hâtives pour passer à des solutions de rechange à potentiel de réchauffement de la planète de faible à nul dans les secteurs de la réfrigération, de la climatisation et des mousses, et évaluerait les conséquences économiques de ne pas le faire.

39. Le PNUE propose de mener cette étude en retenant les services d'économistes/consultants techniques d'institutions ayant déjà mené de telles études. La durée prévue du projet est de 12 mois. De plus amples détails sur la proposition sont fournis dans le programme de travail du PNUE joint au présent document.

## Observations du Secrétariat

40. Le Secrétariat a examiné la très courte proposition sur l'étude ci-dessus jointe au programme de travail proposé à la 60<sup>e</sup> réunion. Il a demandé au PNUE si cette activité relève du mandat du PNUE en qualité de centre d'échange du Protocole de Montréal en vertu du paragraphe 3 b) de l'article 10 du Protocole de Montréal et de son rôle actuel de Programme d'aide à la conformité. Il a noté que bien que le projet soit intéressant et qu'il demeure au programme des délibérations des organes du Protocole de Montréal, il ne semble pas être une priorité du Programme d'aide à la conformité du PNUE, dont le rôle consiste à assurer la conformité des pays au Protocole de Montréal. Le Secrétariat estime également que les résultats d'une telle étude, si elle est nécessaire, pourrait avoir des répercussions sur les politiques et le financement, plus particulièrement au niveau de l'approbation des projets, et que celle-ci devrait plutôt être entreprise par le Groupe de l'évaluation technique et économique ou même le Secrétariat du Protocole de Montréal.

41. Le Secrétariat a aussi réitéré que ce projet est une nouvelle activité à l'étude dans le cadre du plan d'activités du PNUE et que sa proposition pourrait sans doute être reportée à une future réunion, lorsque le Comité exécutif sera d'accord à ce que le PNUE entreprenne une telle étude.

42. Le PNUE a répondu que cette étude relève de son mandat car elle représente une forme de coopération technique visant à aider les pays visés à l'article 5 à répondre à leurs propres besoins quant à leurs engagements à se conformer aux exigences relatives aux HCFC. Il a indiqué que les résultats de cette étude aideront les pays visés à l'article 5 à prendre des décisions sur l'adoption rapide de technologies et de politiques qui préconisent les solutions de rechange à potentiel de réchauffement de la planète de faible à nul pour les frigorigènes et les agents de gonflage de la mousse. Il a aussi indiqué qu'il y a des précédents à ce que le PNUE entreprenne ce type d'études pour le Fonds multilatéral et a cité l'étude regroupant des études de cas sur les solutions de remplacement de la technologie à base de HCFC et une étude sur le remplacement des hydrocarbures. Le PNUE a souligné que ces deux études ont été réalisées en étroite collaboration avec le Groupe de l'évaluation technique et économique et le Comité des choix techniques en réfrigération du PNUE.

43. Le PNUE a également soutenu qu'il propose des projets portant sur les besoins explicites et perçus de pays visés à l'article 5 par l'entremise des réseaux régionaux, des ateliers et des missions. Cette proposition est fondée sur les besoins des Bureaux nationaux de l'ozone des différents réseaux. Il a ajouté que si les parties au Protocole de Montréal décident de confier cette étude au Groupe de l'évaluation technique et économique, il sera heureux de s'y conformer.

44. Le Secrétariat a expliqué qu'à l'heure actuelle, le PNUE n'est pas en position de faire une recommandation favorable sur l'activité proposée, surtout parce qu'elle exige l'accord du Comité exécutif pour demeurer dans son plan d'activités et que ce n'est pas une activité jugée prioritaire par rapport aux activités nécessaires pour assurer la conformité à l'élimination des CFC et à l'urgence d'achever les plans de gestion de l'élimination des HCFC.

#### **Recommandation du Secrétariat**

45. À la lumière de l'information ci-dessus, le Comité exécutif pourrait souhaiter ne pas approuver cette demande d'étude technoéconomique sur les coûts-avantages de passer sans transition des solutions de rechange à potentiel élevé de réchauffement de la planète aux HFC et aux solutions à potentiel de réchauffement de la planète de faible à nul.

**Annexe I**

**PROPOSITIONS DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS**

**Bahreïn : Renouvellement du renforcement des institutions**

<b>Sommaire du projet et profil du pays</b>	
Agence d'exécution :	PNUE
Sommes déjà approuvées pour le renforcement des institutions (\$ US) :	
Phase I : Octobre 1996	66 000
Phase II : Juillet 2000	44 000
Phase III : Décembre 2003	57 200
Phase IV : Novembre 2005	60 000
Phase V : Novembre 2007	60 000
Total	287 200
Somme demandée pour le renouvellement (phase VI) (\$US)	52 500
Somme recommandée pour l'approbation de la phase VI (\$US)	52 500
Coûts d'appui à l'agence (\$US)	0 %
Coût total de la phase VI du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral	52 500
Quantité équivalente de CFC éliminée grâce à la phase VI du renforcement des institutions à 12,1 \$US/kg (tonnes PAO)	s.o.
Date d'approbation du programme de pays	1996
Consommation de SAO communiquée dans le programme de pays (1996) (tonnes PAO)	141,5
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO)	
a) Groupe I de l'annexe A (CFC) (moyenne de 1995-1997)	135,4
b) Groupe II de l'annexe A (halons) (moyenne de 1995-1997)	38,9
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone) (moyenne de 1998-2000)	0,8
d) Groupe III de l'annexe B (méthylchloroforme) (moyenne de 1998-2000)	22,7
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne de 1995-1998)	0
Consommation la plus récente communiquée en vertu de l'article 7 (2008) (tonnes PAO)	
a) Groupe I de l'annexe A (CFC)	11,7
b) Groupe II de l'annexe A (halons)	0
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone)	0
d) Groupe III de l'annexe B (méthylchloroforme)	0
e) Annexe E (bromure de méthyle)	0
f) Groupe I de l'annexe C (HCFC)	38,8
Total	50,5
Année des données communiquées sur la mise en œuvre du programme de pays	2008
Somme approuvée pour les projets (\$US)	1 897 727
Somme décaissée (en date de février 2010) (\$US)	1 091 156
SAO à éliminer (tonnes PAO)	97,9
SAO éliminées (en date de février 2010) (tonnes PAO)	77,6

1. Sommaire des activités et des sommes approuvées par le Comité exécutif :

Sommaire des activités		Somme approuvée (\$US)
a)	Projets d'investissement	659 707
b)	Renforcement des institutions	287 200
c)	Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements	950 820
	Total	1 897 727

Rapport périodique

2. La phase V du projet de renforcement des institutions pour le Bahreïn a été mise en œuvre avec succès et a atteint ses objectifs. Le Bureau national de l'ozone continue à assurer efficacement la mise en œuvre de la stratégie d'élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) afin d'aider le pays à respecter ses engagements en vertu du Protocole de Montréal, ses ajustements et ses amendements. Au cours de cette période, le Bahreïn a poursuivi l'application de la réglementation sur les SAO afin de surveiller et de réglementer l'importation et l'utilisation des SAO, de sensibiliser le public à l'échelle du pays et plus particulièrement aux endroits où travaillent les importateurs de SAO, de prévenir le dumping d'équipement à base de CFC, d'éviter le commerce illicite et la contrebande de CFC et de mettre en œuvre les projets approuvés sans anicroche. Grâce à ces activités, le Bahreïn a été en mesure de respecter les mesures de réglementation du Protocole de Montréal et ses amendements.

Plan d'action

3. Au cours de la prochaine phase, le Bureau national de l'ozone entreprendra les activités suivantes :

- a) Assurer la mise en œuvre des activités restantes du plan de gestion de l'élimination finale;
- b) Accélérer la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC;
- c) Poursuivre l'application rigoureuse de la réglementation sur le programme d'importation/exportation, permis et quotas de SAO en continuant à collaborer étroitement au contrôle douanier des SAO;
- d) Continuer à sensibiliser le public et l'industrie par le biais de campagnes et de séminaires;
- e) Assurer la remise des rapports périodiques et financiers au PNUE, au Secrétariat du Fonds multilatéral et au Secrétariat de l'ozone aux dates prévues.

### Grenade : Renouvellement du renforcement des institutions

<b>Sommaire du projet et profil du pays</b>		
Agence d'exécution :		PNUE
Sommes déjà approuvées pour le renforcement des institutions (\$ US)		
Phase I : Mars 2000		48 000
Phase II : Novembre 2006		60 000
Total		108 000
Somme demandée pour le renouvellement (phase III) (\$US)		52 500
Somme recommandée pour l'approbation de la phase III (\$US)		52 500
Coûts d'appui à l'agence (\$US)		0%
Coût total de la phase III du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral		52,500
Quantité équivalente de CFC éliminée grâce à la phase III du renforcement des institutions à 12,1 \$US/kg (tonnes PAO)		s.o.
Date d'approbation du programme de pays		2000
Consommation de SAO communiquée dans le programme de pays (2000) (tonnes PAO)		3,9
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO)		
a) Groupe I de l'annexe A (CFC) (moyenne de 1995-1997)		6
b) Groupe II de l'annexe A (halons) (moyenne de 1995-1997)		0
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone) (moyenne de 1998-2000)		0
d) Groupe III de l'annexe B (méthylchloroforme) (moyenne de 1998-2000)		0
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne de 1995-1998)		0
Consommation la plus récente communiquée en vertu de l'article 7 (2008) (tonnes PAO)		
a) Groupe I de l'annexe A (CFC)		0
b) Groupe II de l'annexe A (halons)		0
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone)		0
d) Groupe III de l'annexe B (méthylchloroforme)		0
e) Annexe E (bromure de méthyle)		0
f) Groupe I de l'annexe C (HCFC)		0,5
Total		0,5
Année des données communiquées sur la mise en œuvre du programme de pays		2008
Somme approuvée pour les projets (\$US)		593 476
Somme décaissée (en date de février 2010) (\$US)		280 436
SAO à éliminer (tonnes PAO)		8,1
SAO éliminées (en date de février 2010) (tonnes PAO)		5,1

#### 4. Sommaire des activités et des sommes approuvées par le Comité exécutif :

<b>Sommaire des activités</b>		<b>Somme approuvée (\$US)</b>
a)	Projets d'investissement	120 000
b)	Renforcement des institutions	108 000
c)	Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements	365 476
	Total:	593 476

## Rapport périodique

5. Au cours de la présente phase, le projet de renforcement des institutions de Grenade a continué à fournir une assistance sur les capacités à l'échelle du pays. Le plus grand exploit de cette période a été la transmission des données aux Secrétariats de l'ozone et du Fonds multilatéral aux dates prévues et le maintien d'un niveau nul d'exportations de CFC en 2008, un résultat qui devrait se répéter en 2009. Grenade a aussi fait des progrès dans la mise en œuvre de son plan de gestion de l'élimination finale. La phase 1 est terminée et les phases 2 et 3 sont en voie d'être mises en œuvre. Grenade continue aussi à appliquer avec rigueur son programme de permis de SAO et restreint donc les SAO illicites au pays. Des activités de sensibilisation ont aussi été mises en œuvre partout au pays. Grenade continue également à travailler en étroite collaboration avec l'Association des techniciens en réfrigération et en climatisation. Le Bureau national de l'ozone a entrepris la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC et continuera à sensibiliser et à préparer les parties prenantes nationales et le secteur de la climatisation et de la réfrigération à l'élimination des HCFC.

## Plan d'action

6. Les activités de la phase suivante qui prendra fin en décembre 2011 porteront sur le renforcement du Bureau national de l'ozone, le maintien d'une consommation nulle de CFC et le maintien du programme de permis de SAO afin de prévenir le commerce illicite. Au cours de cette période, Grenade commencera à recueillir des données afin de déterminer sa consommation de référence de HCFC et entreprendra la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC. Les activités de sensibilisation se poursuivront au cours de cette période. Grenade s'efforcera également de continuer à communiquer ses données aux Secrétariats de l'ozone et du Fonds multilatéral dans les délais prescrits.

## **Mongolie : Renouvellement du renforcement des institutions**

<b>Sommaire du projet et profil du pays</b>	
Agence d'exécution :	PNUE
Sommes déjà approuvées pour le renforcement des institutions (\$ US) :	
Phase I : Juillet 1999	66 000
Phase II : Mars 2002	57 200
Phase III : Juillet 2004	57 198
Phase IV : Novembre 2006	60 000
Phase V : Juillet 2008	60 000
Total	300 398
Somme demandée pour le renouvellement (phase VI) (\$US)	42 500
Somme recommandée pour l'approbation de la phase VI (\$US)	42 500
Coûts d'appui à l'agence (\$US)	0 %
Coût total de la phase VI du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral	42 500
Quantité équivalente de CFC éliminée grâce à la phase VI du renforcement des institutions à 12,1 \$US/kg (tonnes PAO)	S.o.
Date d'approbation du programme de pays	1999
Consommation de SAO communiquée dans le programme de pays (1999) (tonnes PAO)	13,9
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO)	
a) Groupe I de l'annexe A (CFC) (moyenne de 1995-1997)	10,6
b) Groupe II de l'annexe A (halons) (moyenne de 1995-1997)	0



c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone) (moyenne de 1998-2000)	0
d) Groupe III de l'annexe B (méthylchloroforme) (moyenne de 1998-2000)	0
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne de 1995-1998)	0
Consommation la plus récente communiquée en vertu de l'article 7 (2008) (tonnes PAO)	
a) Groupe I de l'annexe A (CFC)	0,4
b) Groupe II de l'annexe A (halons)	0
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone)	0
d) Groupe III de l'annexe B (méthylchloroforme)	0
e) Annexe E (bromure de méthyle)	0
f) Groupe I de l'annexe C (HCFC)	2,2
Total	2,6
Année des données communiquées sur la mise en œuvre du programme de pays	2008
Somme approuvée pour les projets (\$US)	920 642
Somme décaissée (en date de février 2010) (\$US)	828 400
SAO à éliminer (tonnes PAO)	12,3
SAO éliminées (en date de février 2010) (tonnes PAO)	9,1

7. Sommaire des activités et des sommes approuvées par le Comité exécutif :

Sommaire des activités		Somme approuvée (\$US)
a)	Projets d'investissement	205 000
b)	Renforcement des institutions	300 398
c)	Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements	415 244
	Total:	920 642

Rapport périodique

8. La mise en œuvre de la cinquième phase du projet de renforcement des institutions en Mongolie a été très satisfaisante. Les principaux exploits pour cette période comprennent la mise en œuvre des activités du plan de gestion de l'élimination finale, plus particulièrement tous les programmes de formation. Au cours de cette période, la Mongolie a aussi terminé la collaboration à l'amendement des sous-titres de la nomenclature harmonisée des HCFC, et les unités de mesure ont été approuvées par le décret 063 du président de CGA le 1<sup>er</sup> mars 2009. Les activités de sensibilisation ont aussi été mises en œuvre à l'échelle du pays et le Bureau national de l'ozone a entrepris la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC.

Plan d'action

9. Les activités prévues pour la prochaine phase, qui se terminera en décembre 2011, porteront sur l'achèvement des activités restantes du plan de gestion de l'élimination finale, le maintien de l'application du programme de permis de SAO afin de prévenir le commerce illicite des SAO, le resserrement de la réglementation afin d'y inclure des méthodes de réglementation et des mécanismes de surveillance pour les HCFC, des activités de sensibilisation sur les HCFC et le maintien de l'élimination des CFC. La Mongolie s'efforcera également de continuer à communiquer ses données aux Secrétariats de l'ozone et du Fonds multilatéral aux dates prescrites.

**Nauru : Renouvellement du renforcement des institutions**

<b>Sommaire du projet et profil du pays</b>		
Agence d'exécution :		PNUE
Sommes déjà approuvées pour le renforcement des institutions (\$ US) :		
Phase I, 1 <sup>re</sup> année : Décembre 2004		15 000
Phase II, 1 <sup>re</sup> année : Novembre 2006		15 000
Phase II, 2 <sup>e</sup> année : Novembre 2007		15 000
Total		45 000
Somme demandée pour le renouvellement (phase III) (\$US)		52 500
Somme recommandée pour l'approbation de la phase III (\$US)		52 500
Coûts d'appui à l'agence (\$US)		0 %
Coût total de la phase III du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral		52 500
Quantité équivalente de CFC éliminée grâce à la phase III du renforcement des institutions à 12,1 \$US/kg (tonnes PAO)		s.o.
Date d'approbation du programme de pays		2004
Consommation de SAO communiquée dans le programme de pays (2004) (tonnes PAO)		0
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO)		
a) Groupe I de l'annexe A (CFC) (moyenne de 1995-1997)		0,5
b) Groupe II de l'annexe A (halons) (moyenne de 1995-1997)		0
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone) (moyenne de 1998-2000)		0
d) Groupe III de l'annexe B (méthylchloroforme) (moyenne de 1998-2000)		0
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne de 1995-1998)		0
Consommation la plus récente communiquée en vertu de l'article 7 (2007) (tonnes PAO)		
a) Groupe I de l'annexe A (CFC)		0
b) Groupe II de l'annexe A (halons)		0
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone)		0
d) Groupe III de l'annexe B (méthylchloroforme)		0
e) Annexe E (bromure de méthyle)		0
f) Groupe I de l'annexe C (HCFC)		0
Total		0
Année des données communiquées sur la mise en œuvre du programme de pays		2007
Somme approuvée pour les projets (\$US)		67 000
Somme décaissée (en date de février 2010) (\$US)		28 123
SAO à éliminer (tonnes PAO)		0,4
SAO éliminées (en date de février 2010) (tonnes PAO)		0

10. Sommaire des activités et des sommes approuvées par le Comité exécutif :

<b>Sommaire des activités</b>		<b>Somme approuvée (\$US)</b>
a)	Projets d'investissement	0
b)	Renforcement des institutions	45 000
c)	Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements	22 000
Total:		67 000

### Rapport périodique

11. L'application de la deuxième année de la phase II du projet de renforcement des institutions à Nauru a été satisfaisante. Au cours de cette période, le pays a travaillé activement à mousser le programme de sensibilisation dans les écoles et les communautés en publiant un bulletin d'information, en faisant des présentations dans les écoles et en menant des consultations avec les parties prenantes du secteur privé et les ministères et organes du gouvernement sur les objectifs relatifs aux SAO afin de resserrer la collaboration avec eux. Il a aussi effectué plusieurs suivis et participé à plusieurs débats avec le Parlement afin d'obtenir l'appui à la réglementation sur les SAO. Nauru n'a pas encore communiqué ses données relatives à la mise en œuvre du programme de pays pour l'année 2008.

### Plan d'action

12. Le Bureau national de l'ozone de Nauru est situé au ministère du Commerce, de l'Industrie et des Ressources. Les objectifs de la prochaine phase (deuxième année de la phase II), d'avril 2010 à décembre 2011, sont :

- De mettre en œuvre les activités restantes de la stratégie régionale, surtout la formation des agents de douane;
- De maintenir l'élimination complète des CFC et de poursuivre la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC;
- D'accélérer l'appui et de mettre en œuvre la réglementation nationale visant à réglementer la consommation de SAO et le programme de permis pour la réglementation et l'élimination des SAO;
- De remettre les rapports de données aux dates prescrites;
- De promouvoir les bénéfices conjoints pour l'ozone et le climat afin de répondre à la décision XIX/6 de la Réunion des Parties;
- De renforcer les capacités du Bureau national de l'ozone.



## Annexe II

### POINTS DE VUE EXPRIMÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LES RENOUVELLEMENTS DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS PROPOSÉS À LA 60<sup>e</sup> RÉUNION

#### **Bahreïn**

1. Le Comité exécutif a pris connaissance du rapport joint à la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions et prend note avec reconnaissance que le Bahreïn a communiqué ses données au Secrétariat de l'ozone et que ces données révèlent que le pays respecte le calendrier d'élimination de la consommation de CFC. Le Comité exécutif espère donc qu'au cours des deux prochaines années, le Bahreïn poursuivra la mise en œuvre de son plan de gestion de l'élimination finale afin de maintenir l'élimination des CFC et qu'il entreprendra la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC dans les meilleurs délais possibles.

#### **Grenade**

2. Le Comité exécutif a pris connaissance du rapport joint à la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour Grenade et prend note avec reconnaissance de sa consommation nulle de CFC, de halons et aussi de solvants à base de SAO, et que le bromure de méthyle importé n'est utilisé que pour des applications sanitaires et préalables à l'expédition. Le Comité exécutif prend note également que Grenade entreprendra la collecte de données afin de déterminer sa consommation de référence de HCFC, de même que la préparation de son plan de gestion de l'élimination des HCFC, et encourage Grenade à accélérer les activités requises pour l'élimination des HCFC au pays.

#### **Mongolie**

3. Le Comité exécutif a pris connaissance du rapport du prolongement du projet de renforcement des institutions pour la Mongolie, et prend note avec reconnaissance que la Mongolie a communiqué ses données au Secrétariat de l'ozone et que ces données révèlent que la Mongolie est sur la bonne voie pour réaliser l'élimination de sa consommation de CFC. Il note également avec reconnaissance les efforts du pays pour mettre sur pied des mesures pour réglementer la consommation de HCFC et encourage la Mongolie à poursuivre la préparation de son plan de gestion de l'élimination des HCFC et d'en accélérer la mise en œuvre afin d'éliminer les HCFC. Le Comité exécutif espère donc qu'au cours des deux prochaines années, la Mongolie poursuivra la mise en œuvre de ses activités avec un succès retentissant afin de maintenir l'élimination des CFC et de respecter les mesures de réglementation des HCFC.

#### **Nauru**

4. Le Comité exécutif a pris connaissance, avec reconnaissance, du rapport joint à la demande de prolongement du projet de renforcement des institutions pour Nauru. Il a pris note toutefois que Nauru n'a pas encore communiqué ses données relatives au programme de pays et à l'article 7 pour l'année 2008 et l'encourage à le faire aussitôt que possible. Le Comité exécutif souhaite également encourager Nauru dans ses efforts pour assurer l'adoption d'une réglementation sur les SAO, et espère que celle-ci comprendra également des mesures de réglementation pour les HCFC. Le Comité exécutif espère donc qu'au cours des deux prochaines années, Nauru maintiendra sa consommation nulle de CFC et entreprendra le développement de son plan de gestion de l'élimination des HCFC aussitôt que possible.

- - - - -



**AMENDMENT TO  
UNEP'S WORK PROGRAMME  
2010**

**Presented to the  
60<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee  
of the Multilateral Fund for the Implementation  
of the Montreal Protocol**

**16 March 2010**

**UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME**

## A. INTRODUCTION

1. UNEP's Work Programme 2010 was approved at the 59<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol.
2. This document, as submitted for consideration to the 60<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee represents an Amendment to that Work Programme.

## B. SUMMARY OF THE WORK PROGRAMME AMENDMENT FOR 2010

3. Consistent with the Business Plan 2010-2012, this Amendment comprises funding requests for
  - Annual tranches of approved NPPs and TPMPs in 8 countries;
  - Support for the implementation of Institutional Strengthening projects in 4 countries;
  - 6 Regional and global projects including development of HCFC Phase out Management Plan (HPMP) for PIC s countries through regional approach;
  - One project for phasing out of MB
  - One project preparation request, and
  - Implementation of HCFC Phase-out Management Plan in Maldives
4. Details of the Work Programme Amendment and the total funding by project groups and the grand total funding requested are presented in Tables 1 and 2.
5. Summary of the Work Programme Amendment is presented in Table 3.
6. The Work Programme Amendment includes also 4 items for which no funding is being requested. These are enlisted in Table 4.

Table 1. Funding requests for annual tranches for approved NPPs, TPMPs, ISP renewals and individual projects to be considered at the 60<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee

Country	Project title	Amount, US\$	PSC, US\$	Total requested amount, US\$
<b>APPROVED NATIONAL PHASE-OUT MANAGEMENT PLANS (NPPs)</b>				
Bangladesh	National Phase-out Plan (5 <sup>th</sup> , 6 <sup>th</sup> and 7 <sup>th</sup> tranches)	53,000	6,890	59,890
Yemen	National Phase-out Plan (2 <sup>nd</sup> tranche)	140,000	18,200	158,200
<i>Sub-total for tranches of approved NPPs</i>		<i>193,000</i>	<i>25,090</i>	<i>218,090</i>
<b>APPROVED TERMINAL PASHE-OUT MANAGEMENT PLANS (TPMPs)</b>				
Congo Brazzaville	Terminal phase-out management plan (2 <sup>nd</sup> tranche)	42,000	5,460	47,460
Guinea Bissau	Terminal phase-out management plan (2 <sup>nd</sup> tranche)	37,500	4,875	42,375
Guinea	Terminal phase-out management plan (2 <sup>nd</sup> tranche)	58,000	7,540	65,540
Kyrgyzstan	Terminal-phase-out management plan (3 <sup>rd</sup> tranche)	25,300	3,289	28,589
Nicaragua	Terminal-phase-out management plan for Annex A Group I substances (2 <sup>nd</sup> tranche)	70,000	9,100	79,100
Paraguay	Terminal-phase-out management plan for Annex A Group I substances (4 <sup>th</sup> tranche)	24,000	3,120	27,120
<i>Sub-total for tranches of approved TPMPs</i>		<i>256,800</i>	<i>33,384</i>	<i>290,184</i>
<b>REGIONAL AND GLOBAL PROJECTS</b>				
Regional	Establishment of Dates/Methyl Bromide Help Desk	350,000	45,500	395,500
Regional	Initiating regional cooperation to enforce ODS trade controls in ECA network countries (second tranche)	27,500	3,575	31,075*
Regional	Regional enforcement networking to improve compliance with the Montreal Protocol and support other chemical Multilateral Environmental Agreements (MEAs) that include trade restrictions (i.e. Rotterdam, Stockholm and	330,000	42,900	372,900

	Basel Conventions)			
Regional	Technical assistance to Article 5 Parties on the management of EUN (2010-2012)	150,000	19,500	169,500
Regional	Development of HCFC Phase out Management Plan (HPMP) for PIC s countries through regional approach	494,600	64,298	558,898
Global	Techno- economic study on cost benefit of leapfrogging high GWP alternatives to HFCs to low GWP or zero GWP alternatives	200,000	26,000	226,000
<i>Sub-total for regional projects</i>		<i>1,552,100</i>	<i>201,773</i>	<i>1,753,873</i>

\*Note: This is only UNEP's share for 2010 in a bilaterally (Czech Republic) co-funded project

<b>INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECTS (ISPs) and ISP RENEWALS</b>				
Bahrain	Renewal of institutional strengthening project (Phase VI)	52,500	0	52,500*
Grenada	Renewal of institutional strengthening project (Phase III)	52,500	0	52,500*
Mongolia	Renewal of institutional strengthening project (Phase VI)	42,500	0	42,500*
Nauru	Renewal of institutional strengthening project (Phases III)	52,500	0	52,500*
<i>Sub-total for Institutional Strengthening Projects</i>		<i>200,000</i>	<i>0</i>	<i>200,000</i>

\*IS cost is calculated taking into account the decision 59/47 of the ExCom

<b>NATIONAL PHASE OUT OF MB</b>				
Chile	National phase out of methyl bromide – terminal report	73,000	9,490	82,490
<i>Sub-total for Project preparation requests</i>		<i>73,000</i>	<i>9,490</i>	<i>82,490</i>

Table 2. Funding requests for HPMP preparations and implementation to be considered at the 60<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee

Country	Project title	Amount, US\$	PSC, US\$	Total requested amount, US\$
<b>HCFC PHASE-OUT MANAGEMENT PLANS (HPMPs) preparations</b>				
Iraq	HCFC Phase-out management plan preparation	100,000	13,000	113,000
<i>Sub-total for HCFC Phase-out management plans preparations</i>		<i>100,000</i>	<i>13,000</i>	<i>113,000</i>

<b>HCFC PHASE-OUT MANAGEMENT PLANS (HPMPs) implementation</b>				
Maldives	HCFC Phase-out management plan implementation	785,000	102,050	887,050
<i>Sub-total for HCFC Phase-out management plans implementation</i>		<i>785,000</i>	<i>102,050</i>	<i>887,050</i>

Table 3: Summary of items submitted for consideration by the 57<sup>th</sup> Executive Committee meeting by group

Type of projects	Value in US	Project support costs in US\$	Total in US\$
Sub-total for approved NPPs	193,000	25,090	218,090
Sub-total for tranches of approved TPMPs	256,800	33,384	290,184
Sub-total for Regional and Global projects	1,552,100	201,773	1,753,873
Sub-total for Institutional Strengthening Projects	200,000	0	200,000
Sub-total for MB project	73,000	9,490	82,490
Sub-total for HCFC Phase-out management plans preparations	100,000	13,000	113,000
Sub-total for HCFC Phase-out management plans implementation	785,000	102,050	887,050



<b>Grand Total</b>	<b>3,159,900</b>	<b>384,787</b>	<b>3,544,687</b>
--------------------	------------------	----------------	------------------

Table 4: Items with no funding request.

<b>Country</b>	<b>Project title</b>	<b>Total requested amount, US\$</b>
The Islamic Republic of Afghanistan	Verification Report on National CFC Consumption For The Year of 2008	0
Islamic Republic of Afghanistan	NPP Progress report for 2009	0
Cambodia	TPMP Progress report for 2009	0
Maldives	TPMP Progress report for 2009	0
Fiji	TPMP Progress report for 2009	0
Samoa	TPMP Progress report for 2009	0
<i>Total</i>		<i>0</i>

**C. PROJECT CONCEPTS for items to be submitted by UNEP**

**1 Title: *Implementation of approved National Phase-out Management Plans (NPPs) and Terminal Phase-out Management Plans (TPMPs) in Congo Brazzaville, Guinea Bissau, Guinea, Kyrgyzstan, Nicaragua, Paraguay, and Yemen (7 annual tranches)***

<i>Background</i>	These items have been included in the UNEP's Business Plan 2010-2012	
<i>Objectives:</i>	<p>The main objective of the UNEP's non-investment components in the above listed annual tranches is to continue capacity building activities as planned in the annual work plans for 2010:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Support servicing technicians to control and eventually eliminate the use of CFCs in the servicing of refrigeration and air conditioning equipment;</li> <li>- Train the remaining customs officers and other stakeholders in the enforcement of the Montreal Protocol Regulations and to prevent illegal trade;</li> <li>- Ensure the effectiveness of all projects within the TPMP through periodic monitoring, assessment and reporting of project results over the life of their implementation.</li> </ul>	
<i>Activities and description</i>	See the individual project progress reports and annual work plans submitted to the Multilateral Fund Secretariat separately.	
<i>Time Frame:</i>	2010 tranche: 8 months (April 2010 to December 2010)	
<i>Cost:</i>	Bangladesh	US\$ 53,000
	Congo Brazzaville	US\$ 42,000
	Guinea Bissau	US\$ 37,500
	Guinea	US\$ 58,000
	Kyrgyzstan	US\$ 25,300
	Nicaragua	US\$ 70,000
	Paraguay	US\$ 24,000
	Yemen	US\$140,000
	<b>Total requested amount (excluding project support costs)</b>	<b>US\$ 449,800</b>

**2 Title: *Requests for institutional strengthening projects and renewals of such for Bahrain, Grenada, Mongolia, and Nauru (4 countries)***

<i>Background:</i>	<p>Renewals of institutional strengthening projects (ISP) for the above-listed sixteen countries are being requested in line with relevant decisions and guidelines of the Executive Committee.</p> <p>These projects have been included in the UNEP 2010-2012 Business Plan.</p>	
<i>Objectives:</i>	To assist the Governments of these Article 5 countries in building and strengthening their capacity for the implementation of the Montreal Protocol and its Amendments.	
<i>Description:</i>	Individual documents for these projects – the terminal reports and the action plans - have been submitted to the Multilateral Fund Secretariat separately.	
<i>Time Frame:</i>	24 months*	
<i>Per country cost:</i>	Bahrain (Phase VI)	US\$ 52,500

Grenada (Phase III)	US\$ 52,500
Mongolia (Phase VI)	US\$ 42,500
Nauru (Phases III)	US\$ 52,500
<b>Total requested amount</b>	<b>US\$ 200,000*</b>

\*Note: No project support costs are requested for institutional strengthening projects.

**3Title: Establishment of Dates/Methyl Bromide Help Desk**

*Background:*

The current status of world date production indicated that two thirds of the total world date production (about 4202981 tons, 63.3%) come from Asia whereas one third (2404010 tones, 36.2%) comes from Africa. The production of this nutritionally and economically important crop is in real danger due to (1) spread of insects and pathogens that infect the crop in every growth stage including postharvest pests (2) the lack of projects and researches that aim to develop date palm cultivation and production and preserve the current cultivars through the new agricultural and protection technologies.

In dates' sector, methyl bromide (MB) is used for disinfestations against postharvest pests. The use of (MB) for dates' disinfestations had not been taken into account of all dates' producing countries when they first adopted their National Phase-out Projects, except for Tunisia and Algeria. The outcomes of UNEP/ROWA/CAP conducted workshops and meetings clearly indicated that MB use is expected to increase dramatically in the future due to (1) **the dramatic increase of world dates' production**, (2) MB consumption is exacerbated in the past few years and, for the next 15 years, all dates' producers will have to store the whole dates' production for almost one year particularly in Arab region which will increase MB consumption, (3) the high temperature in these countries along with long period of storage make the stored amounts more vulnerable to infestation by various pests causing the need for more fumigation treatments and (4) some countries consume large quantities of MB for disinfestations of semi-dry and dry varieties as these varieties play important social and economic roles.

According to 2006 Assessment Report, and so far, the MBTOC did not identify available and technically effective alternatives to MB for high-moisture fresh dates. Following this difficulty, the 15<sup>th</sup> Meeting of the Parties in its 12<sup>th</sup> Decision recognized that Parties which consume over 80% of their MB for high-moisture dates cannot meet the Protocol's MB control schedule without production losses for that important cash crop for their countries. Hence, the compliance status of these countries is deferred until two years after the (TEAP) formally finds that there are alternatives to MB available for high-moisture dates.

*Objectives:*

- ✓ Establishment of virtual global network to coordinate and draw all efforts and available information to serve developing dates' industry and implementation of environmentally sound alternatives and technologies.
- ✓ Reducing dependence of dates' producing countries on MB for disinfestations purposes.
- ✓ Assist the dates' producing countries meeting their commitments to the Montreal Protocol.
- ✓ Provision of dates/MB/alternatives-related information and data to all dates' producing countries.
- ✓ Provide hands-on training sessions on alternate technologies and substitutes to MB.

*Activities:*

- 1. Establishment of MB Database:** (1) Information Compilation and analyses, (2) Database Design (planning, prototyping, data loading, testing, dissemination and implementation), (3) Operational maintenance, (4) Material development, (5) Training sessions for lead users (train the trainers), (5) Technical support (link database to countries and network) and (6) Achievements' Reports.
- 2. Development of Training Handbook:** (1) Collection of information and case studies, (2) Material development, (3) Preparation of tool kits (training materials and videotaped practices and case studies), (4) Material translation (to Arabic and French languages), (5) Train the trainers sessions for 3 technical working groups, (6) Special training and

awareness sessions for women, (7) International conference and (8) Achievements' Reports.

- 3. Establishment of a Virtual Network:** (1) Establishment of network web page, (2) Establishment of network e-newsletter for dates, (3) Meetings for technical working groups, experts and focal points, (4) Achievements' Reports and (5) Final Assessment Report.

*Time Frame:* The preliminary duration of the project is 4 years.

- ✓ Training Handbook: The handbook will be available by the end of 2011
- ✓ Database: Database construction will start in 2010 and will continue till 2013.
- ✓ Virtual network: The construction of the virtual network will start in 2010 and will continue till 2013.

*Cost:* **Total requested amount (excluding project support costs) US\$ 350,000**

**4Title: Initiating regional cooperation to enforce ODS trade controls in ECA network countries (second tranche)**

*Background:* ExCom 57 approved the first tranche of the project to be implemented jointly by Czech Republic (USD 80,500 plus PSC) and UNEP (USD 51,250 plus PSC). The request for funding of the second tranche should be accompanied by a joint report on the outputs of the network's first year of operation. The activity is included in the respective business plans of Czech Republic and UNEP. In summary, the main outputs of the network's first year of operation include:

- ECA enforcement network meeting in Budapest, Hungary, 12-14 October 2009
- Website of ECA enforcement network: concept note, agenda, list of participants, recommendations, presentations, media briefing available from: [http://jp1.estis.net/sites/ecanetwork/default.asp?site=ecanetwork&page\\_id=BDA7A758-BF39-4AD4-9B43-28033204E536](http://jp1.estis.net/sites/ecanetwork/default.asp?site=ecanetwork&page_id=BDA7A758-BF39-4AD4-9B43-28033204E536)
- Overall evaluation by participants was 84% excellent and 16% good
- Regional Green Customs workshop in Budapest, Hungary, 14-16 October 2009
- Informal prior informed consent (iPIC) initiative: 7 ECA and associated CEIT countries submitted their iPIC info sheets in 2009
- Desk study on data discrepancies: 2,079 MT of discrepancies detected for ECA countries in 2007 compared with 13,651 MT for European Union countries
- ECA ozone protection award for customs & enforcement officers: concept note prepared
- Sub-regional awareness campaign: concept note prepared
- Virtual conference: concept note prepared
- Disbursement of funding: 58% of USD 131,750 approved for Czech Republic and UNEP

*Objectives:* The project aims to enable the participating countries to gain better control over their import and export of ODS including HCFCs. The project will improve communication channels for informal information exchange and develop common tools for data management and collaboration within the regional network. The activity will also promote the participation of ECA network countries in the informal Prior Informed Consent (iPIC) mechanism and raise awareness on the Montreal Protocol and illegal trade in ODS and ODS-based equipment. The regional meetings under this project will be organized back-to-back with regional Green Customs workshops to promote synergies (subject to funding availability outside MLF) in line with Decision XVII/16 which encourages further work on the Green Customs initiative of UNEP in combating illegal trade in controlled ozone-depleting.

*Activities:* The second tranche includes the following activities: 1) Desk-study comparing and analyzing ODS trade data for 2008, 2) Regional cooperation workshop for customs and ozone officers in 2010, 3) Virtual conferences with involved countries and stakeholder in 2011, 4) Promoting the informal Prior Informed Consent procedure for ODS, 5) Adaptation of ODS enforcement tools, 6) Establishment and maintenance of a bilingual website, 7) Cooperation with other regions and regional cooperation networks, 8) Back-to-back regional Green Customs workshop (funded outside MLF), 9) Legal action in response to detected cases of

*Description:* illegal trade, mislabeling or other law infractions  
 The project will utilize the framework of the Regional Ozone Network for Europe & Central Asia (ECA network) for initiating regional cooperation between customs and ozone officers in ECA network countries and ODS exporting countries in order to prevent illegal trade with ODS. Representatives of CEIT countries may participate at their own costs.

*Time Frame:* April 2010 – March 2011

*Cost:* Czech Republic and UNEP are jointly submitting the request for funding the second tranche of the project. The Czech Republic's share is to be funded by 20% of Czech Republic's contributions to MLF for 2010. UNEP will be in charge of project submission, implementation, progress & financial reporting and project completion report on behalf of Czech Republic. The requested amount (excluding PSC) for the second tranche in USD is:

<b>Czech Republic</b>	<b>80,500</b>
<b>UNEP</b>	<b>27,500</b>
<b>Total (excluding project support costs):</b>	<b>108,000</b>

**5 Title: Regional enforcement networking to improve compliance with the Montreal Protocol and support other chemical Multilateral Environmental Agreements (MEAs) that include trade restrictions (i.e. Rotterdam, Stockholm and Basel Conventions)**

*Background:* The economic and ecological consequences of chemical and waste management, particularly hazardous waste are now widely recognized as a global problem posing risk to the environment and health. The Asia and the Pacific Region is the largest ozone depleting substances (ODS) producer and consumer in the world, and the region faces increasing threats of illegal trade in ODS as the demand for ODS is expected rise as the substances have been phased out or are being prepared for their phase-out. Through the support the region has so far received for enforcement networking in the last decade, i.e. the “Regional cooperation for monitoring and control of ODS consumption and Preventing illegal trade” (ASP/SEV/34/TAS/42, and ASP/SEV/34/TAS/SA); the project, “Preventing Illegal Trade of ODS in the South Asia Region – Extension of SEAP project”, and the “Multilateral Environmental Agreements Regional Enforcement Network (MEA-REN)”, 24 Asian countries actively participate in regional and national enforcement networking effort, including the implementation of the Informal Prior Informed Consent (iPIC).

As the first phase-out goal of the Montreal Protocol has been achieved and phase-out targets for other ODS are in the horizon, support is needed to maintain strong control of illegal trade of ODS, to share their lessons learned with stakeholders of other MEAs, and to face new challenges of facing potential increase of illegal ODS trade associated with phase-out of new production of ODS.

*Objectives:* The project aims at enhancing the regional cooperation among and within countries in North East, South and South East Asia for strengthened control of ODS trans-boundary movement as part of the compliance effort of the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer. The project will promote collection and sharing of enforcement intelligence through improved communication channels, use of common tools for information and data management, and implementation of joint enforcement operations. The project will use as its strategic and operational platform the existing international and national enforcement networks, and actively pursue collaboration with enforcement networks and initiatives that target other Multilateral Environmental Agreements (MEAs), such as the Rotterdam, the Stockholm and the Basel Conventions. The duration of the project is for two years, starting 2010

*Activities:* The project will include the following main activities:

- 3-day annual meetings for informal networking, information dissemination, data management and discussion on regional approaches for handling of trans-boundary movements of ODS and hazardous chemicals including waste
- Development of cross-border customs cooperation based on existing practices but aiming at adding the illegal trade of environmental goods to the agenda
- Development of practical ODS and hazardous chemicals enforcement management tools

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Development of Information Sheets on licensing for environmental goods covered by the MEAs</li> <li>• Promotion of informal Prior Informed Consent procedure for ODS</li> </ul>
<i>Time Frame:</i>	24 months
<i>Cost:</i>	<b>Total requested amount (excluding project support costs) <span style="float: right;">USD 330,000</span></b>

**6 Title: *Development of HCFC Phaseout Management Plan (HPMP) for PIC s countries through regional approach***

*Background:* UNEP, on behalf of 12 Pacific Island Countries (PIC), i.e. Cook Islands, Kiribati, Republic of Marshall Islands, Federated States of Micronesia, Nauru, Niue, Palau, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, submitted funding requests for the consideration of the 59<sup>th</sup> meeting of the Multilateral Fund’s Executive Committee for the preparation of HCFC Phaseout Management Plans (HPMPs) with total funding request of US\$ 494,6 in light of decision of 59/14.

*The Executive Committee decided to request UNEP to resubmit a proposal for the preparation of a regional HPMP for PIC to the 60th Meeting of the Executive Committee after consultation with relevant countries, keeping in mind decision 57/9(e) and the views expressed by the Executive Committee at its 59th Meeting (Decision 59/14).*

UNEP following consultation with the countries and Australia, revised the proposal to make the stage one of the HPMPs would address how countries would meet the 35 per cent reduction in 2020 in addition to the freeze in 2013 and the 10 per cent reduction in 2015.

*Objectives:* The HPMP process will:

- Provide practical guidance to countries to develop HPMP
- Maximize local ownership of the process and outcome
- Reflect inputs of the NOUs and other national HCFC stakeholders
- Reflect prior experience with the Regional Strategy to phase-out CFC
- Identify HCFC consumption in the different sectors to prepare for the technical and financial assistance required
- Provide technical and economic information to facilitate environmentally sound and cost effective HCFC phase out to ensure that the best available and environmentally safe substitutes and related technologies are adopted

*Activities:* UNEP has grouped the activities for HPMP preparation into the following three groups:

- i. Assistance for policy and legislation
  - Review existing policy and regulations
  - Include HCFC control measures in legislation, regulations and licensing systems
- ii. Survey of HCFC use and analysis of data
  - Provide an overall view of HCFC sector: supply chain, servicing sector, users
  - Forecast for HCFC use, including unconstrained demand
- iii. Development and finalization of HPMP
  - Overall strategy to achieve phase-out targets from 2013 – 2040
  - Policy instruments and activities to reduce supply and curtail demand of HCFC to meet the 2013, 2015 and 2020 commitments
  - Total funding required for Stage 1 and time frame for implementation

Project coordination and management  
 For the first phase of the funding request, only activities related with survey of HCFC use and analysis of data would be conducted.

As part of the regional approach, one or two common regional technical consultants would be hired for the 12 countries for cost effective development of HPMP. As requested by the countries, regional organization like SPREP would also be requested to provide needful technical assistance, especially for the review and strengthen of the ODS import/export licensing system.

*Time Frame:* 14 months (April 2010 – June 2011).

<i>Cost:</i>	Country level cost:	
	<i>Cook Islands</i>	20,000
	<i>Kiribati</i>	35,000
	<i>Republic of Marshall Islands</i>	35,000
	<i>Federated States of Micronesia</i>	35,000
	<i>Nauru</i>	20,000
	<i>Niue</i>	20,000
	<i>Palau</i>	20,000
	<i>Samoa</i>	35,000
	<i>Solomon Islands</i>	35,000
	<i>Tonga</i>	35,000
	<i>Tuvalu</i>	20,000
	<i>Vanuatu</i>	35,000
	Sub-total	345,000
	Regional level cost	
	<i>Regional expert (s)</i>	119,600
	<i>Technical assistance of regional organization</i>	30,000
	Sub-total	149,600
	<b>Requested amount (Excluding project support costs)</b>	<b>USD 494,600</b>

**7Title: Technology - economic study on the cost-benefit of leapfrogging HCFC high GWP alternatives to low or zero GWP alternatives.**

*Background:* The aim of this new project is to address the direction given in the HCFC decision taken at the 19th MOP (Decision XIX/6) on ‘other environmental benefits including climate change’ in relation to the HCFC phase-out and taking into consideration recommendations and suggestions which arose from the workshop high-global-warming-potential alternatives held at the 29th OEWG in Geneva

The project would address the perceived concerns of some that suitable alternatives to HFCs are not available in particular applications and the burden of having to address HFCs before the HCFC phase-out is underway. The project would aim to provide information to countries to assist them in selection their of HCFC alternatives and technologies in the RAC and foam sectors, through financial and technology forecasting to present possible cost/benefit scenarios to enable a broader and longer term perspective in the decision making process.

**Decision XIX/6: Adjustments to the Montreal Protocol with regard to Annex C, Group I, substances (hydrochlorofluorocarbons)** (*numbering corresponds to original numbering in source document*).

9. To encourage Parties to promote the selection of alternatives to HCFCs that minimize environmental impacts, in particular impacts on climate, as well as meeting other health, safety and economic considerations;

11. To agree that the Executive Committee, when developing and applying funding criteria for projects and programmes, and taking into account paragraph 6, give priority to cost-effective projects and programmes which focus on, inter alia:

(b) Substitutes and alternatives that minimize other impacts on the environment, including on the climate, taking into account global-warming potential, energy use and other relevant factors;

15. In accelerating the HCFC phase-out, to agree that Parties are to take every practicable step consistent with Multilateral Fund programmes, to ensure that the best available and environmentally-safe substitutes and related technologies are transferred from Article 2 Parties to Article 5 Parties under fair and most favourable conditions;

**From: Summary report by the co-chairs of the workshop for a dialogue on high-global-warming-potential alternatives to ozone-depleting substances (held at the 29th OEWG in Geneva, 2009):** (*numbering corresponds to original numbering in source document*).

14. It was recognized that low-global-warming-potential alternatives were available for most HCFC and HFC applications and that such low-global-warming-potential alternatives should be used as much as possible.

16. It was noted that all further steps to address new challenges required continued support for the national ozone units.

18. It was mentioned that although the Montreal Protocol's experience was extensive and successful, more innovative approaches might be needed for the phasing out of HFCs.

19. Concerns were expressed with regard to the affordability and availability of alternatives to HFCs, and also regarding additional costs associated with substitution.

20. Concerns were also expressed that the speedy implementation of HCFC phase-out must be secured before entering into new challenges to deal with HFCs.

*Objectives:*

The project would investigate the potential benefits of strong and early action in moving to low or zero GWP alternatives in RAC and foam sectors, in outweighing any additional short-term economic costs of not doing so.

Based on formal economic models and technology forecasting the project will provide estimates that indicate the costs and benefits of particular scenarios of adopting high GWP alternatives (considered at present in many countries as a business-as-usual scenario) and of adopting low or zero GWP alternatives. These estimates would take into account cost-benefits of the particular chemical and technology, the energy efficiency associated with these and corresponding direct and indirect climate implications as well as considering potential scenarios of future HCF controls including a potential HFC phase-out. The project will consider if long-term action can achieve greater benefits at costs that are low in comparison to actions taken with a view to the short-term. The availability of appropriate and viable alternative chemicals and technologies will be factored into the forecasting.

*Activities:*

Economic and technology study which would include:

- A conceptual framework for understanding the costs of adopting low GWP alternatives and of reducing GHG emissions as replacements for HCFCs.
- Technology forecasting for low or zero GWP alternative technologies and substances



- Investigation into the range of costs associated with different technologies and methods
- Comparative analysis of costs of individual (technology-specific) emission saving technologies and measures
- Presentation of estimates of costs and benefits based on a selection of representative countries, of reducing emissions (both direct and indirect) from adoption of low GWP alternatives, over a number of appropriate timescales and in RAC and foam sectors.
- Estimates of global contribution (and economic cost) to climate mitigation of approaches presented

The project would be carried out by an appropriate economist /technologist or team thereof, or institutes engaged in such studies.

*Time Frame:*  
*Cost:*

12 Months

**Total requested amount (excluding project support costs)**

**USD 200,000**

**8Title: Technical assistance to Article 5 Parties on the management of EUN (2010-2012)**

*Background:*

- 1) Preparation of Essential Use Nominations (EUN) needs a lot of supporting information and data from exporting countries and importing countries, as the essentiality is defined as “...it is necessary for health, safety or is critical for the functioning of society and there are no available technically and economically feasible alternatives from the standpoint of environment and health”. In addition to providing additional information to address questions of MTOC on 2010 EUNs, preparatory work for 2011 EUN, if necessary, needs to be undertaken.
- 2) There is a need to prepare and establish robust EUN management systems. This needs to be established in coordination with the health ministry officials, NOUs and industry. Good practices and information exchange between countries at a regional level could be of great help in cost effectively establishing and managing CFC supply and use under EUNs

Importing countries need to setup system for establishing essentiality, keeping in mind; (a) availability of non-CFC MDI alternatives (b) affordability and (c) patient perspectives and characteristics. This mechanism needs coordination between NOU, Health Ministry and industry. This information is very critical for establishing essentiality for import dependent countries

*Objectives:*

- 1) To strengthen EUN monitoring and management
- 2) To setup processes for establishment of essentiality of CFC MDIs in importing countries.

*Activities:*

- 1) Training for data to demonstrate essentiality of CFC MDI use in importing countries This is proposed to be undertaken through a two day regional consultative workshop back to back with the network meetings. In addition to the Ozone Officers, this workshop would include participation from (a) Ozone Officers and industry from five manufacturing countries, (b) HFC manufacturing industry and inhaler importers and manufacturers in Article 2 countries (c) Health sector representatives from countries which are still import dependent on CFC MDIs – namely Brunei, Cambodia, Maldives, Myanmar, Philippines and Sri Lanka, (d) Representatives from IAs, bilateral agencies, Ozone Secretariat and Multilateral Fund Secretariat and (e) Representatives from MTOC.
- 2) Consultative meeting with CFC MDI producing countries on monitoring and reporting mechanism for CFCs approved through EUN process This is proposed to be undertaken through a **one day** consultative meeting back to back

with the network meeting and along with consultations on EUNs. These consultations workshop would include participation from (a) Ozone Officers and industry from five manufacturing countries, (b) Health sector representatives from the manufacturing countries, (c) Representatives from IAs, bilateral agencies, Ozone Secretariat and Multilateral Fund Secretariat and (d) Representatives from MTOC.

*Time Frame:* May 2010 – February 2012

**9 Title: National Phase out of methyl bromide – terminal report for Chile**

*Background:* Chile is now in compliance with methyl bromide imports. Nevertheless, horticulture and fruit growers are not prepared to substitute the Methyl Bromide or adopt native technologies. 170 ODP tonnes (282 metric tonnes) presently used mainly in the production of tomatoes, strawberries (fruit and runners). Growers should be adequately prepared to the total phase out in 2015. That is the main objective of the plan.

*Objectives:* To contribute to the sustainability of MB phase-out in Chile, strengthening the government capacity in monitoring uses and informing on friendly alternatives amongst the academic sector and agronomist advising growers.

- Activities:*
- Provide technical assistance to National Ozone Unit and Secretary of Agriculture, as well as other governmental institutions with the aim of promoting Clean Production Agreements amongst MB users.
  - Provide adequate assistance aimed at implementing a monitoring system allowing identifying and controlling methyl bromide uses, users and formulations that are presently under control, and differentiate them from those that are exempted.
  - Organize 4 Conferences/workshops in different regions to disseminate and transfer to all growers (strawberry fruit and runners, tomatoes, fruit tree nurseries) the availability of alternatives and the phase-out of methyl bromide.

*Timeframe:* 2010-2013

*Cost:* **Total requested amount (excluding project support costs) USD 73,000**

*Cost:* **Total requested amount (excluding project support costs) USD 150,000**

**10 Title: HPMP preparation for Iraq (Supplementary fund)**

- Background:*
- ✓ The Executive Committee approved, so far, USD 95,000 to UNIDO for starting the preparation of the HPMP of Iraq.
  - ✓ Iraq HPMP preparatory fund was not totally approved at the 55<sup>th</sup> ExCom as CP of Iraq was not submitted yet and country level of HCFC consumption was not known.
  - ✓ UNEP is the LA working in Iraq and UNIDO is cooperating agency
  - ✓ CP/NPP of Iraq didn't include detailed information and sectoral data on HCFC consumption of Iraq because it was prepared in 2008/2009 with focus on CFC as urgent priority and with limitation in fund to incorporate the HCFC detailed analysis
  - ✓ HCFC consumption for 2008 of Iraq, as per its CP is 1938.2 MT which is equivalent to 106.6 ODP as per A7 data registered by Ozone Secretariat
  - ✓ According to CP of Iraq, the country consumes only HCFC-22 for refrigeration and air-conditioning applications in both manufacturing and servicing sectors. Sectoral breakdown between manufacturing and servicing is not yet concluded
  - ✓ No signs for HCFC use in the foam sector were identified during the preparation of the CP/NPP of Iraq

- ✓ According to cost structure for HPMP preparation agreed by ExCom; Iraq can receive USD 195,000 for the preparation of HPMP.
- ✓ UNEP and UNIDO are in close coordination with regards to the HPMP preparation and agreed on joint work-plan in consultation with the country.

*Objectives:* The Objective of the project is prepare, following the HPMP Guidelines agreed by ExCom, an overarching strategy for the phase of HCFC in Iraq including short, medium and long term targets and with a detailed plan for the first stage of implementation which should address the compliance requirements up to 2015 i.e. achieving the freeze and 10% cut of HCFC as per Montreal Adjustment.

- Activities:*
1. Carry-out a detailed survey on the HCFCs uses in Iraq which should include, but not limited to, detailed information about all supply and consumptions in all different sectors and subsectors as well as information on established HCFC infrastructure (existing applications)
  2. Compile, review, discuss and recommend local policies and regulatory measures to control the HCFC, as part of ODS or separately, and promote its phase-out and replacement with zero/low GWP alternatives
  3. Survey the availability of HCFCs alternatives and alternative technologies and provide information on economic advantages and disadvantages to alternatives.
  4. Organize relevant consultation meetings with all local authorities and stakeholders to verify and complete necessary information to finalize the HPMP strategy
  5. Develop, discuss and finalize the HPMP strategy in consultation with relevant stakeholders.

*Time Frame:* April 2010 – March 2011

*Cost:* **Total requested amount (excluding project support costs) USD 100,000**

**11 Title: *Maldives HCFC Phase out Management Plan Implementation***

*Background:* The HPMP has been formulated following the process and guidance given by the Meeting of the Parties Decisions and Executive Committee (decision 53/37 and other relevant decisions). HPMP preparation was started with the approval of the HPMP preparation funding by the 55th Executive Committee through its Decision 55/22. UNEP was the Lead Agency with UNDP as the Coordinating Agency. A HPMP initiation mission and stakeholder consultations followed by a thorough survey of installed quantities and annual consumption of HCFCs in Maldives was mounted to prepare a HPMP to achieve the Montreal Protocol accelerated phase-out schedule (MOP Decision XIX/6) and to establish the HCFC baseline for the country, based on the average consumption in 2009-2010. The survey covered the whole of Maldives and surveyors physically visited and inspected more than 50 resorts and servicing workshops. The Plan is developed in a two stage approach aimed at achieving complete phase-out of HCFCs by 2020 and keeping an allowance of 2.5 percent of the baseline consumption for meeting servicing needs till 2025. The plan will impose an import ban of HCFC based equipment by 2015. The country is determined to lead the race in carbon neutrality and HCFC phase-out, and become an example for other developing countries by achieving very early phase-out.

*Objectives:* To phase-out HCFCs in Maldives as per the MOP accelerated HCFC phase-out obligation, The objective of the document is to seek funding to implement Stage I of the HPMP (2010-2015)

*Activities:* The planned activities and implementation of the HCFC Management Phase out Plan is through:

**Policy instruments** (Preparation and enactment of HCFC specific regulations under the new Environment Act; establishment of an Import Quota System; Mandatory registration of importers and pre-import authorization; Mandatory reporting by importers, introduction of green tax incentives and disincentives on HCFC and HCFC containing equipment and promotion of climate ozone co-benefits and limit demand of HCFC, and equipment replacement

programme. This will lead to gradual reductions and complete HCFC phase-out by 2020 and HCFC based equipment import ban by 2015.

**Projects** (HCFC phase-out policies, ozone climate co-benefit activities including: (a) Standards and Labelling Programme (SLP), (b) Framework for Efficient and Low HCFC Economic Development (FELHED) (c) Awareness and Outreach Programme (d) Plan for gradual reduction of HCFC , monitoring and review and investment projects).

*Time Frame:* 2010-2015

*Cost:* **Total requested amount (excluding project support costs USD 785,000)**